Les crédits

ment fédéral a organisé de concert avec divers collèges et universités 70 manifestations d'attribution de ces distinctions d'un bout à l'autre du pays.

• (1800)

Tous ceux qui ont eu l'occasion de participer à ces cérémonies savent qu'elles servent à bien plus qu'à prendre des photos et à faire des mondanités. Elles offrent vraiment l'occasion de célébrer l'excellence et les réalisations de ces jeunes étudiants et de reconnaître comme il convient leurs mérites, ainsi que ceux de leurs parents et de ceux qui ont tant contribué à leur éducation. On ne peut non plus surestimer le travail des enseignants. Tout cela revient à une question de reconnaissance et de gratification.

Il est intéressant de remarquer ici qu'au cours des deux dernières années, nous avons accordé presque 5 000 bourses d'études de 8 000 \$ chacune pour quatre ans. Ces bourses servent essentiellement à encourager tout particulièrement l'excellence et à maintenir un très haut niveau scolaire. Nous devrions tous être fiers des boursiers de 1988-1989 qui ont maintenu ce niveau et se sont qualifiés pour la deuxième année du programme. Nous les félicitons.

Je tiens à rappeler que le nombre des boursiers augmentera beaucoup cette année. Et nous savons maintenant qu'au moins la moitié des bourses décernées le seront à des femmes, parce qu'elles sont traditionnellement moins nombreuses à entrer dans les sciences et le génie et que nous tenons à corriger la situation. Le programme Bourses Canada est un exemple éclatant de notre engagement à promouvoir l'excellence dans les sciences et dans les études au Canada. Combiné entre autres à l'aide accrue consentie aux conseils subventionnaires pour la recherche universitaire, à la campagne de sensibilisation aux sciences et à la technologie et au réseau national des centres d'excellence, il représente un engagement fédéral sans précédent. Je suis fier de parler de cet engagement qui assurera la compétitivité du Canada et un avenir prospère et gratifiant à nos jeunes.

M. Marc Harb (Ottawa-Centre): Madame la Présidente, je voudrais féliciter le député de son excellent discours.

J'entends constamment, de la part des députés du gouvernement, que le secteur privé devrait faire davantage. N'est-il pas juste de dire que le gouvernement fédéral doit faire au moins sa juste part en assurant au secteur privé un milieu favorable?

Si l'on regarde toutes les augmentations depuis 1984-1985, et si l'on tient compte de l'inflation, on voit que le budget de la recherche et du développement du gouvernement n'a augmenté que de 1 p. 100. Lorsque l'on compare cela au secteur privé, même s'il a contribué plus de 10 p. 100 en raison de l'inflation et d'autres facteurs, il semble que le secteur privé essaie de combler l'écart. Indépendamment de ce qu'il fait, c'est l'augmentation de 1 p. 100 des taux d'intérêt qui a porté un coup meurtrier à sa planification.

Est-ce que le député appuie la politique monétaire du gouvernement, celle des taux d'intérêt élevés, à la lumière de ce qui s'est produit dans l'industrie de la haute technologie?

M. Corbett: Madame la Présidente, je comprends les observations du député. Je pense que c'est une question honnête à laquelle les milieux d'affaires de tout le pays s'intéressent beaucoup.

Je peux affirmer au député que si ce n'était de la voie suivie par le gouvernement, de sa détermination de ralentir l'inflation, et de réduire et finalement éliminer la dette, puis le déficit hérité du gouvernement précédent, les milieux d'affaires seraient beaucoup plus gênés, car ils feraient moins d'affaires avec l'extérieur et auraient moins d'occasions de faire des bénéfices et de les réinvestir dans la recherche et le développement, par exemple.

Je voudrais rappeler à la Chambre, comme je l'ai déjà fait, d'ailleurs pas plus tard qu'aujourd'hui, que nous ne voulons pas perdre de vue notre objectif qui est que tout le monde participe à la recherche et au développement. En tant que gouvernement fédéral, nous avons cette responsabilité. Nous croyons que la participation des provinces, des universités et des entreprises est nécessaire. Les entreprises doivent comprendre que la recherche et le développement leur rapportent et qu'elles ont inté-